



## **PREFECTURE DE POLICE**

**DIRECTION DE LA POLICE GÉNÉRALE  
CABINET DU DIRECTEUR  
4<sup>ème</sup> BUREAU**

**ARRETE N° 20180135**

### **LE PRÉFET DE POLICE**

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2512-13 et L. 2512-14 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu l'arrêté du n° 2016-01027 du 2 août 2016 relatif aux missions et à l'organisation de la direction opérationnelle des services techniques et logistiques ;

Vu la Charte d'Ethique de la vidéoprotection à Paris signée par le Préfet de Police et le Maire de Paris le 10 novembre 2009, applicable au dispositif autorisé par le présent arrêté ;

Vu le protocole d'accord relatif à la création d'un comité éthique de la vidéoprotection à Paris conclu entre le Préfet de Police et le Maire de Paris le 10 novembre 2009, applicable au dispositif autorisé par le présent arrêté ;

Vu la convention conclue le 24 février 2010 entre la Mairie de Paris, représentée par son Maire dûment habilité par délibération du Conseil de Paris en date du 26 novembre 2009, et l'Etat, représenté par le Préfet de Police, relative à l'occupation du domaine public par l'Etat (Préfecture de Police) et aux modalités de participation financière de la Ville de Paris dans le cadre du Plan de Vidéoprotection pour Paris ;

Vu la demande de Monsieur CARON, directeur opérationnel des services techniques et logistiques, reçue le 17 janvier 2018, faisant part de modifications d'un système de vidéoprotection installé sur la voie publique à Paris ;

Vu le récépissé préfectoral délivré le 8 février 2018 ;

Vu l'avis de la commission départementale de vidéoprotection du 25 janvier 2018 ;

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Égalité Fraternité*

PREFECTURE DE POLICE – 9, boulevard du Palais – 75195 PARIS CEDEX 04 – Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

*Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)*

<http://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

Considérant les différents attentats intervenus depuis janvier 2015 et l'extrême gravité et l'importance des risques liés à la menace terroriste ;

Considérant la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

Considérant que les risques particuliers d'atteinte à la sécurité des personnes et des biens et l'exposition particulière à un risque d'actes de terrorisme rendent nécessaire la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection renforcé par l'ajout de caméras sur la voie publique à Paris ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Le directeur opérationnel des services techniques et logistiques est autorisé à procéder, dans les conditions ci-dessous, à l'installation d'un système de vidéoprotection de voie publique comportant 55 caméras implantées dans les voies du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris (75005) fixées en annexe 1 du présent arrêté, pour une durée de cinq ans.

**Article 2** – Ce dispositif de vidéoprotection a pour finalités :

- Sécurité des personnes ;
- Secours aux personnes, défense contre l'incendie, prévention des risques naturels ou technologiques ;
- Prévention des atteintes aux biens ;
- Protection des bâtiments publics ;
- Régulation du trafic routier ;
- Prévention d'actes de terrorisme ;
- Prévention du trafic de stupéfiants ;
- Constatation des infractions aux règles de la circulation.

**Article 3** – Les enregistrements d'images sont conservés durant 30 jours et sont détruits à l'issue de ce délai.

**Article 4** – Le directeur opérationnel des services techniques et logistiques doit en particulier :

- Veiller à l'habilitation des personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images ;
- Procéder à l'information du public sur le dispositif mis en place et sur son responsable, de manière claire et permanente ;
- Mettre en œuvre un droit d'accès aux enregistrements ;
- Tenir un registre faisant apparaître les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et celle de leur transmission éventuelle aux autorités judiciaires.

Le système ne doit pas permettre de visualiser les images de l'intérieur des immeubles d'habitation, ni celles de leurs entrées et les enregistrements ne peuvent être transmis à l'étranger.

**Article 5** – I- Les fonctionnaires des services de police ou de gendarmerie nationales, ainsi que des douanes et des services d'incendie et de secours, dûment habilités et individuellement désignés à cet effet par le directeur opérationnel des services techniques et logistiques, peuvent accéder, à tout

moment, aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection dans le cadre de leurs missions.

II- Les agents de la ville de Paris, dûment habilités et individuellement désignés à cet effet par le directeur opérationnel des services techniques et logistiques, sur proposition du maire de Paris, peuvent accéder aux images de ce système de vidéoprotection issues des 299 caméras installées dans les voies du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris visées en annexe 2 du présent arrêté, aux seules fins suivantes :

- Protection des bâtiments publics ;
- Régulation du trafic routier ;
- Constatation des infractions aux règles de la circulation.

**Article 6** – Toute modification portant sur le système de vidéoprotection faisant l'objet de la présente autorisation doit être déclarée au 4<sup>ème</sup> Bureau de la Direction de la Police Générale, sis 36 rue des Morillons – 75015 PARIS.


**Article 7** – La présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée ou suspendue en cas d'utilisation non conforme du dispositif, sans préjudice des sanctions pénales applicables.

**Article 8** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de Police.

**Article 9** – L'arrêté n° 20101108 VSR 75 du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris est abrogé.

**Article 10** – Le directeur de la police générale, le directeur de la police judiciaire et le directeur opérationnel des services techniques et logistiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le **19 FEV. 2018**

  
Le Préfet de Police  
**Michel DELPUECH - U1**

## ANNEXE 1

### Liste des 55 caméras installées sur les voies publiques du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Rue du Fouarre, rue Lagrange  
Rue Poliveau, rue Geoffroy Saint-Hilaire  
Rue Claude Bernard, rue Vauquelin  
Rue Pierre Nicole, rue du Val-de-Grâce  
Rue Blainville, place de la Contrescarpe  
Rue de Jussieu, rue des Fossés Saint-Bernard  
Place Maubert  
Boulevard Saint-Germain, quai de la Tournelle  
Rue d'Ulm, rue d'Erasmus  
Rue Bernardin, rue Monge  
Rue du Cardinal Lemoine, rue Monge  
Rue des Ecoles, rue Monge  
Boulevard Saint-Michel, place de la Sorbonne  
Boulevard Saint-Michel, rue Soufflot  
Rue de la Harpe, rue de la Huchette  
Place Saint-Médard, rue Mouffetard  
Square Tino Rossi  
Rue Mouffetard, rue de l'Épée de bois  
Rue Linné, rue des Boulangers  
Rue Saint-Jacques, rue des Ecoles  
Quai Saint-Bernard, rue Cuvier  
Boulevard Saint-Germain, rue Saint-Jacques  
Rue Clovis, rue Descartes  
Boulevard Saint-Michel, place Louis Marin  
Rue du Cardinal Lemoine, rue des Ecoles  
Pont de Sully, quai Tournelle  
Square Tino Rossi, quai Saint-Bernard  
Boulevard Saint-Michel, boulevard Saint-Germain  
Rue des Chantiers, rue des Fossés Saint-Bernard

Rue Saint-Jacques, rue Gay Lussac  
81, boulevard de Port-Royal  
Quai de Montebello, rue du Petit Pont  
Place du Panthéon, rue d'Ulm, rue Clotaire  
Place du Puits de L'Ermite, rue de Quatrefages  
Place Saint-Michel, pont Saint-Michel  
Rue Saint-Julien le Pauvre, rue Galande  
Rue Monge, rue Larrey  
Rue Jussieu, rue Cuvier  
Rue Saint-Victor, rue de Pontoise  
Place de l'Abbé Basset, rue de la Montagne Sainte-Geneviève  
Rue des Ecoles, square Paul Painlevé  
Rue Victor Cousin, rue Cujas  
Rue des Bernardins, quai de la Tournelle  
8, rue de Santeuil  
Pont de l'Archevêché amont  
Pont Saint-Michel rive gauche en aval  
Rue Monge, rue Censier  
Rue Daubenton, rue Geoffroy Saint-Hilaire  
Rue Saint-Jacques, rue Cujas  
Place Alphonse Laveran, rue Saint-Jacques  
Port de la Tournelle – Seine  
Rue de la Montagne Sainte -Geneviève, rue Descartes  
Rue Saint-Jacques, rue Soufflot  
Rue Claude Bernard, rue de Valence  
Rue Claude Bernard, rue Bazeilles

## ANNEXE 2

### Liste des 29 caméras installées sur les voies publiques du 5<sup>e</sup> arrondissement dont les images sont accessibles aux agents de la ville de Paris

Rue du Fouarre, rue Lagrange  
Rue Poliveau, rue Geoffroy Saint-Hilaire  
Rue Claude Bernard, rue Vauquelin  
Rue Pierre Nicole, rue du Val de Grâce  
Place Maubert  
Boulevard Saint-Germain, quai de la Tournelle  
Boulevard Saint-Michel, place de la Sorbonne  
Boulevard Saint-Michel, rue Soufflot  
Square Tino Rossi  
Rue Linné, rue des Boulangers  
Rue Saint-Jacques, rue des Ecoles  
Boulevard Saint-Germain, rue Saint-Jacques  
Pont de Sully, quai de la Tournelle  
Boulevard Saint-Michel, boulevard Saint-Germain  
Quai de Montebello, rue du Petit Pont  
Place du Panthéon, rue d'Ulm, rue Clotaire  
Rue des Bernardins, quai de la Tournelle  
Pont Saint-Michel rive gauche en aval  
Rue Blainville, place de la Contrescarpe  
Rue de la Harpe, rue de la Huchette  
Rue Mouffetard, rue de l'Epée de bois  
Boulevard Saint-Michel, place Louis Marin  
Square Tino Rossi, quai Saint-Bernard  
Rue Saint-Jacques, rue Gay Lussac  
81, boulevard de Port-Royal  
Place Saint-Michel, pont Saint-Michel  
Rue Saint-Julien le Pauvre, rue Galande  
Rue Monge, rue Larrey  
Rue Monge, rue Censier